

| |
|----------------|
| DÉPARTEMENT |
| CORREZE |
| CANTON |
| TULLE |
| COMMUNE |
| TULLE |

ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION PROVISOIRE
D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
ET DE LA CIRCULATION DES VEHICULES
SUR LA RUE DU TIR
ET SUR LA VOIE D'ACCES SITUEE ENTRE LA RUE D'ARSONVAL ET LA RUE DU TIR
DU LUNDI 23 OCTOBRE 2023 AU JEUDI 26 OCTOBRE 2023
EN RAISON DE TRAVAUX**

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 ;
- Vu le Code de la route notamment ses articles R 411-2, R 411-3, R 411-4, R 411-5, R 411-7, R 411-8 ;
- Vu la demande présentée par la SARL BOUILLAGUET Jacques, située route du Pourchet 19000 TULLE, afin d'effectuer des travaux sur toiture au n°25 rue du Tir, au moyen d'un échafaudage de 3 ml et au n°10 rue d'Arsonval, au moyen d'une nacelle ;
- Considérant qu'il convient, par mesure de sécurité de réglementer provisoirement l'occupation du domaine public et la circulation des véhicules sur les zones précitées.

ARRÊTE

ARTICLE-1 : Du lundi 23 octobre 2023 au mardi 24 octobre 2023, le demandeur sera autorisé à installer un échafaudage de 3 ml au droit du n°25 rue du Tir, sur le trottoir afin de lui permettre d'effectuer des travaux sur toiture.

Pour des raisons de sécurité, l'échafaudage sera obligatoirement équipé d'un filet de protection afin d'éviter les projections de matériaux ou les chutes de matériel et d'outillage sur le domaine public.

Du mardi 24 octobre 2023 au jeudi 26 octobre 2023, de 8 h 00 à 17 h 30, le demandeur sera autorisé à stationner une nacelle au droit du n°10 rue d'Arsonval afin de lui permettre d'effectuer des travaux sur toiture. De ce fait, la circulation de tous véhicules sera interdite sur la voie d'accès entre la rue d'Arsonval et la rue du Tir. Un panneau KC1 matérialisera cette interdiction.

L'accès libre sera laissé aux véhicules de secours et d'urgence.

ARTICLE-2 : La signalisation réglementaire appropriée matérialisant la prescription énoncée ci avant sera mise en place par le demandeur sous contrôle du Service Sécurité - Domaine Public de la ville de TULLE.

ARTICLE-3 : Ces dispositions seront applicables dès la signature du présent arrêté et la mise en place de la signalisation routière.

ARTICLE-4 : Les véhicules ne respectant pas les dispositions prévues ci-dessus seront considérés comme gênants. Ils pourront être enlevés et mis en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.

ARTICLE-5 : Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.

ARTICLE-6 : Copie du présent arrêté est adressé à : Demandeur - Services Techniques - Hôtel de police
- Presse - Smur - Samu - Centre de Secours - Tulle agglo Service Transport

ARTICLE-7 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE-8 : Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

ARTICLE-9 : Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE-10 : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges par courrier postal à l'adresse suivante : 1, cours Vergniaud CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr> . Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tulle. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

TULLE, le vendredi 20 octobre 2023

Le Maire-adjoint,

Michel BOUYOU

